

Ouest-France

26 octobre 1975

# Cent vingt personnes ont manifesté hier à Saint-Brieuc leur soutien aux personnes interpellées et incarcérées

OF 25-26/10/75



ST-BRIEUC. — Cent vingt personnes environ, membres du comité de soutien aux personnes interpellées et incarcérées, ont défilé hier dans les rues de St-Brieuc. Drapeau breton, rouge et noir, en tête, les manifestants ont fait le tour du centre-ville en scandant : « Libérez nos camarades », « Basques, Corses, Occitans, Bretons, même combat », « Non à l'arbitraire, halte à la répression ».

Une souscription en faveur des personnes interpellées et de leur famille a été lancée.

### YANN FOUERE A REPRIS «L'AVENIR DE BRETAGNE»

Un ami de M. Yann Fouéré nous prie d'apporter la précision suivante : « Le journal «L'Avenir de Bretagne» n'appartient plus au parti S.A.V. En effet, le contrat de location a été rompu depuis trois semaines et Yann Fouéré, pro-

priétaire en titre, en a repris la direction ».

### LA C.F.D.T. CONDAMNE LES METHODES UTILISEES

Dans un communiqué, le conseil de l'union locale C.F.D.T. de St-Brieuc « dénonce les méthodes utilisées pour arrêter les militants d'organisations bretonnes politiques ou syndicales.

« Il a constaté que le pouvoir actuel utilise de plus en plus la force policière, bafouant même la convention des Droits de l'Homme qui reconnaît le droit absolu à la liberté d'opinion, d'expression et d'organisation qu'il a signé.

« Le pouvoir montre plus d'empressement à faire régner la peur dans le pays plutôt que de faire respecter les droits des travailleurs dans les entreprises.

« Toute la publicité qui est volontairement entretenue autour de ces

arrestations est faite pour jeter le discrédit sur des militants qui ne sont pas coupables et occuper pendant un certain temps l'actualité du pays.

« Ainsi l'opinion publique ne sera pas informée des graves problèmes posés aux travailleurs et imposés par l'incompétence du pouvoir à y faire face.

« Pour sa part, l'U.L. C.F.D.T. condamne sévèrement les méthodes utilisées et demande aux pouvoirs publics de montrer le même empressement chaque fois que des employeurs ne respectent pas les libertés syndicales ou troubleront l'ordre public en jetant dans la rue des centaines de travailleurs ou encore en ne respectant pas la sécurité dans le travail.

« L'U.L. C.F.D.T. appelle ses militants à participer aux manifestations pour protester contre la répression qui sévit chaque jour davantage ».

Le Monde - 24 Octobre 75

En Bretagne

## Libres opinions

## Se démarquer des irresponsables

par OLIVIER LOSSOUARN (\*)

UNE offensive de grande envergure se développe une nouvelle fois pour tenter de contrecarrer les prétentions et les velléités des mouvements autonomistes corse et breton, répondant ainsi à la détermination du premier et à la puérilité du second.

Je limiterai mon propos à celui qui me concerne le plus directement pour constater l'inconscience criminelle de quelques compatriotes bretons qui — s'ils étaient en service commandé par nos adversaires, sinon manipulés, — n'agiraient pas mieux contre nos intérêts.

Qua voit-on en effet ? Quelques dizaines d'exaltés faisant fi de l'opinion majoritaire des Bretons s'adonnent joyeusement à des destructions chez nous qui contribuent à aggraver encore le sentiment d'hostilité — sinon de crainte, mais en tout cas pas de fraternité — de la population unanime à l'égard des irréductibles « Breizh Atao ». Sur ce dernier point, ce n'est pas moi qui l'invente, l'amalgame existe bien. Aucune réflexion globale ne préside à la réalisation d'actions tactiques, positives, susceptibles d'entraîner à terme une prise de conscience collective. Aucune stratégie donc, seulement des actes isolés, ponctuels, nihilistes.

Et, en face, on serait par conséquent étonné de trouver un interlocuteur se sentant obligé de faire preuve d'intelligence, à défaut de clémence. Encore faudrait-il que le dialogue s'esquisse. Tout, au contraire, les responsables se bouchent les oreilles et s'esquivent dès qu'on aborde le fond du problème, celui de l'authenticité ethno-culturelle.

Pour les militants bretons, une seule solution : entreprendre et développer une action à très long terme.

D'abord la Bretagne doit retrouver son identité. Pour cela : l'étude de la langue bretonne (« *Heb brezoneg Breiz ebet* »). Mais avant d'en arriver là, d'abord la prise de conscience. Pour la provoquer, l'action culturelle. Toutefois, un préalable paradoxal : l'apolitisme. En bref — dois-je dévoiler mon jeu ? — prendre l'opinion dans le sens du poil.

Aussi il appartient à tous les véritables militants bretons non seulement de se garder de commettre des voies de fait, mais encore de se prémunir contre les propos excessifs ; il revient aux responsables des organisations culturelles de veiller jalousement à une ligne de conduite définie à l'avance et de ne pas hésiter à se démarquer des irresponsables pour prévenir toute provocation.

L'action culturelle est une action en profondeur dont le résultat résiste par conséquent aux intempéries. Du vrai granit rose... Les propos excessifs : du vent...

Toute tentative de vouloir faire la Bretagne sans les Bretons est vouée d'avance à l'échec. Or il faut bien faire avec les Bretons tels qu'ils sont, aujourd'hui même, et non tels qu'ils ont été ou qu'ils auraient pu ou dû être.

Si les militants ne comprennent pas cela, ou — plus grave — s'ils ne veulent pas admettre ce langage, eh ! bien, moi, je n'en veux pas de leur Bretagne, je ne veux pas appartenir à un peuple mis au pas par une minorité, si agissante soit-elle.

Aujourd'hui le combat pour la Bretagne est donc, avant tout, une bataille pour la conquête du droit à l'identité. Cette revendication essentielle n'est dirigée contre personne, la discussion doit se passer entre Bretons exclusivement et démocratiquement. Une action extérieure, forcément violente, ne trouverait sa légitimité que dans la mesure où il serait mis délibérément des entraves à un processus tout à fait naturel.

(\*) Président du Congrès mondial des Bretons.

## Le docteur Caro a été libéré après quatre jours de garde à vue

De notre correspondant

Rennes. — Le docteur Guy Caro, psychiatre à Rennes, conseiller général P.S.U. des Côtes-du-Nord et porte-parole du Front autonomiste socialiste et autogestionnaire breton (FASAB), a pu quitter, mercredi 22 octobre, à 15 h., les locaux de la C.R.S. 9, à Rennes, où il était gardé à vue depuis samedi dernier (*le Monde* du 21 octobre).

Le docteur Guy Caro a ensuite participé à une conférence de presse réunie par le comité breton anti-répresseion dont fait partie le FASAB.

Niant son appartenance au F.L.B., le docteur Caro a déclaré ne pas approuver la pratique des attentats qui est, selon lui, contraire à la politique de masse que prônent les mouvements bretons. « Les véritables responsables, a-t-il estimé, sont les gouvernements successifs qui surexploitent économiquement la Bretagne, pratiquent l'oppression culturelle et la centralisation parisienne. » Au sujet des conditions de garde à vue, le docteur Caro a assuré

avoir eu à faire à une « police politique » et avoir été « très torturé moralement ». Il a observé une grève de la faim durant ses quatre jours de détention.

## NOUVELLE INTERPELLATION DU PÈRE ANTOINE LE BARS

Le Père Antoine Le Bars, curé de la paroisse de Treglamus (Côtes-du-Nord), a été interpellé de nouveau mercredi et placé en garde à vue à la police judiciaire de Rennes dans le cadre des opérations déclenchées contre les mouvements autonomistes bretons.

D'autre part, le jeune homme qui a été arrêté en flagrant délit mercredi, alors qu'il venait de déposer une charge explosive devant le domicile rennais de M. Michel de Bennetot, député U.D.R. du Finistère (« *le Monde* » du 23 octobre), a été identifié : il s'agit de M. Jean-Claude Denis, vingt et un ans, exploitant agricole dans la région de Vannes.

## POUR UN DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE BRETONNE

Le conseil régional de Bretagne vient d'adopter à l'unanimité une résolution qui demande le développement de la langue et de la culture bretonnes.

Le conseil a demandé au ministre de l'éducation de bien vouloir prendre, dans l'immédiat, cinq mesures en matière de culture régionale :

- Rendre obligatoire, dans tous les ordres d'enseignement et dans l'ensemble de la Bretagne, l'enseignement, en français, de l'histoire et de la civilisation bretonnes ;

- Étendre au premier cycle du second degré l'étude facultative de la langue bretonne ;

- Créer une option langue bretonne pour le baccalauréat ;

- Prévoir des cours d'initiation au breton dans le premier degré, partout où les conditions en seront réunies ;

- Mettre en place la formation des conditions qui ne lèseront ni les enseignants ni les élèves.

Cette position est adoptée au moment même où est constitué, à Bruxelles, un Comité international pour la sauvegarde de la langue bretonne. (M. Claude Sterckx, 456, avenue de l'Exposition, boîte 19, 1090 Bruxelles.)